

Statement

Minister for
International
Trade



Déclaration

Ministre du
Commerce
extérieur

90/21

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION

PAR LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR,

JOHN C. CROSBIE,

À LA

CONFÉRENCE SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE EN EUROPE - CSCE

BONN (RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE)

Le 10 avril 1990

Je suis heureux et honoré de m'adresser aux délégués, particulièrement en cette ville de Bonn, à ce moment critique de l'histoire de l'Europe et du monde. Le Canada, qui participe depuis longtemps à l'Europe et à la CSCE, est tout à fait favorable à ce qui sera, à mon avis, la deuxième renaissance de l'Europe.

Cette réunion extraordinairement fructueuse de Bonn sur la coopération économique en Europe a permis de nombreuses réalisations, et je parlerai de certaines d'entre elles plus tard. Nous sommes tous grandement reconnaissants envers le gouvernement et le peuple de la République fédérale d'Allemagne, dont la clairvoyance, la détermination et l'habileté ont fait de la présente conférence un tel succès.

La caractéristique la plus remarquable de Bonn a peut-être été de nous faire passer progressivement de la confrontation à une cause commune. Ce rapprochement progressif entre les pays de la CSCE ouvre toute grande la porte à une nouvelle Europe.

Imaginons ce à quoi pourra ressembler cette nouvelle Europe dans vingt ans si nous saisissons les formidables possibilités qui s'offrent à nous. Je vois un nouvel espace européen; la nouvelle Europe est un pilier de la paix, de la prospérité et de la stabilité mondiales.

Pensons à ce que pourrait être cet espace économique dans vingt ans : la Communauté économique européenne a réussi son union économique et monétaire; une monnaie européenne unique; les marchés des capitaux s'étendent de Londres à Prague et à Moscou; chaque pays européen fait partie du GATT, du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que de la puissante nouvelle organisation commerciale internationale qui est apparue après l'aboutissement fructueux des négociations commerciales de l'Uruguay Round.

L'expression "économies de transition" aura disparu du vocabulaire européen. Les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est auront retrouvé leur héritage historique. Les progrès qu'ils ont réalisés dans le domaine de la recherche et de la technologie, ainsi que leur croissance économique durable profiteront non seulement à leurs propres citoyens, mais également à l'ensemble de la communauté internationale.

Dans cette vision, le partenariat entre l'Europe et l'Amérique du Nord est plus fort que jamais. Les deux continents sont plus riches grâce à l'élargissement des possibilités de commerce et d'investissement qu'offrent l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'union économique et monétaire de l'Europe.

Ce partenariat a joué un rôle important dans la lutte contre le protectionnisme et dans la formation d'une culture internationale favorable à un commerce libre et ouvert.

Grâce au leadership et à l'exemple transatlantiques, le monde aura également écarté la menace qui pesait sur l'environnement mondial.

Cette nouvelle Europe de l'an 2010 n'est-elle qu'une vue de l'esprit? Je ne le crois pas. La seule véritable question est la suivante : "Pouvons-nous saisir les possibilités que nous offre aujourd'hui l'histoire?" Les révolutions démocratiques de 1989 et les réformes actuelles en URSS nous offrent des possibilités sans précédent pour établir un ordre mondial prospère, pacifique et stable.

La construction de la nouvelle Europe entraînera un certain nombre de problèmes. Vous en avez abordé ici un grand nombre de façon détaillée. A mon avis, il faut relever deux grands défis pour que la renaissance européenne soit réalité.

Premièrement, il faut réussir la transition de l'économie planifiée à l'économie de marché;

Deuxièmement, les grandes organisations qui servent l'Europe, notamment la CSCE elle-même, doivent favoriser cette transition. C'est pourquoi le Canada est heureux d'être le co-auteur de la proposition visant à faire suivre cette conférence d'initiatives de la part des gouvernements et des experts de nos organisations et de nos entreprises, afin de soutenir ce processus de transition.

Les Canadiens n'ont jamais été aussi prêts à partager notre expérience et nos compétences. Nous croyons fermement que de solides liens transatlantiques contribueront de façon importante à relever ces défis. Les racines de millions de Canadiens sont sur le continent européen. Ils veulent que le Canada établisse des liens encore plus productifs avec toute l'Europe, particulièrement depuis que les obstacles du passé ont été abolis.

Le premier grand défi, qui consiste à réussir la transition d'une économie planifiée en une économie de marché, est gigantesque. Les batteries de politiques qui seront nécessaires varieront d'un pays à l'autre, mais les grandes orientations du changement sont claires. Elles ont été étudiées en détail ici à Bonn par les participants.

A cette conférence, nous avons fait une large part aux questions pratiques, qu'ont traitées en particulier les représentants des entreprises, quant aux changements structurels et économiques qui seront nécessaires : A) la fixation des prix par le marché afin d'obtenir une affectation des ressources efficiente; B) la convertibilité des monnaies afin de profiter pleinement du commerce international; C) la création d'un secteur privé dynamique, reposant notamment sur la petite et moyenne entreprise; D) l'imposition des lois du marché aux industries d'État; E) de bonnes

politiques budgétaires et monétaires.

Mais ce sont les défis qui attendent l'Union soviétique qui sont les plus formidables.

L'URSS a pris certaines mesures qui l'aideront à poser les bases solides du développement économique, comme l'adoption de lois permettant un certain contrôle privé des terrains et des usines. Nous pouvons compter voir venir le jour où d'autres réformes économiques fondamentales comme la fixation des prix sur le marché, la convertibilité du rouble et la propriété effective des terrains et des ressources pourront être mises en oeuvre.

Le gouvernement canadien appuie les réformes du président Gorbatchev et nous prenons un certain nombre de mesures pratiques pour améliorer les liens commerciaux entre nos deux pays.

Pendant la visite du premier ministre Mulroney en URSS il y a quelques mois, un grand nombre d'accords commerciaux importants ont été signés, et un conseil des gens d'affaires Canada/URSS ainsi qu'un groupe de travail sur le commerce extérieur ont été établis afin d'étudier des moyens de favoriser le commerce et l'investissement entre nos deux pays.

Ces mesures n'ont pas pour seul effet de resserrer les relations bilatérales entre le Canada et l'URSS, elles stimulent aussi la transformation économique de l'URSS.

Les gens d'affaires du Canada et d'autres pays de la CSCE veulent participer plus intimement à l'économie de l'URSS; si les autorités soviétiques amorçaient encore d'autres réformes, le secteur privé serait en mesure d'accroître considérablement la somme de capitaux et de compétences qu'il pourrait injecter dans l'économie soviétique.

Il est tout aussi important de pouvoir assurer une transformation harmonieuse et pacifique des pays d'Europe centrale et de l'Est.

Ce processus, qui a déjà atteint des étapes diverses dans les pays d'Europe centrale et de l'Est qui font partie de la CSCE, entraînera inévitablement des ajustements difficiles sur les plans économique et social.

Le programme de la Pologne est peut-être le plus étendu et le plus avancé, et déjà les secousses prévues ont commencé à se faire sentir. Et pourtant, les dirigeants de la Pologne maintiennent courageusement le cap et demeurent fermes dans leur intention d'établir, en un an à peine, les bases économiques, juridiques et institutionnelles d'une économie de marché.

Un économiste polonais décrivait en ces termes les efforts déployés par son pays en vue de réaliser une transformation rapide de l'économie : "on ne tente pas de franchir un gouffre en deux bonds".

Que peuvent faire les autres pays de la CSCE pour appuyer les réformes fondamentales qui sont apportées à l'économie? A ce stade-ci, notre objectif devrait consister à faire tout notre possible pour réduire les perturbations au minimum et faciliter la transition.

Voilà pourquoi le Canada a pris activement part aux initiatives du groupe des 24 à l'appui du processus de réforme en Pologne et en Hongrie, en offrant une formation aux cadres ainsi qu'une formation technique dans les domaines où il excelle. Il appuiera d'autres programmes d'aide économique qui seront élaborés à l'intention d'autres pays d'Europe centrale et de l'Est.

Les conseils que l'OCDE prodigue aux pays industrialisés pour rendre plus performantes leurs économies peuvent également servir aux pays de l'Europe centrale et de l'Est au fur et à mesure de leur évolution vers une économie de marché. Le Canada a encouragé l'OCDE à fournir conseils et assistance techniques à ces pays, notamment par l'entremise du nouveau centre de coopération avec les pays européens en transition. La Commission économique pour l'Europe a également un rôle constructif à jouer pour consolider les réformes.

Par ailleurs, le Canada participe de près aux négociations en cours visant à établir la Banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe (BRDE). Cette nouvelle institution aura une orientation plus précise que celle des autres banques régionales de développement. En effet, il est stipulé à l'article 1 de ses statuts que des prêts ne pourront être accordés qu'aux pays qui auront adopté les principes de la démocratie multipartite et de l'économie de marché.

Au niveau bilatéral, le Canada a récemment conclu des accords de protection des investissements étrangers avec l'URSS et la Pologne, et négocie en ce moment des ententes semblables avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

Il ne faut cependant pas oublier que cet important premier volet d'une transition économique de vaste envergure ne peut se réaliser sans que ne s'accomplisse également le deuxième volet, à savoir les changements institutionnels.

En cette époque de transition, d'incertitude, mais aussi de grands espoirs, il importe que les grandes institutions, telles la Communauté européenne et la CSCE, consentent à jouer un rôle stabilisateur de premier plan.

Des entrepreneurs canadiens, dont certains viennent de pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, poursuivent des débouchés dans cette région du globe, avec le plein appui du gouvernement du Canada. Deux de ces entrepreneurs sont avec moi ici aujourd'hui : M. Andrew Sarlos et M. Tomas Bata.

Il ne faut pas sous-estimer par ailleurs la contribution que les institutions économiques mondiales peuvent apporter au processus de transformation en URSS et dans les pays d'Europe centrale et de l'Est et à l'intégration de ces pays au système économique international. En fournissant des conseils et une aide au titre de la balance des paiements, le Fonds monétaire international joue déjà un rôle de premier ordre relativement aux programmes d'ajustement de la Pologne, de la Hongrie et de la Yougoslavie, et sera vraisemblablement appelé à participer aux projets qui seront élaborés à l'intention d'autres pays de la région.

Il ne faudrait de plus pas oublier que le système commercial multilatéral repose sur le GATT. L'adhésion au GATT entraîne des obligations mais procure des avantages conformes aux objectifs visés par les pays qui réforment leurs économies respectives pour en faire des économies de marché. Le Canada appuie par conséquent depuis le début la demande de statut d'observateur présentée par l'URSS.

La Communauté européenne a un rôle primordial à jouer en vue d'assurer la croissance et la prospérité économiques en Europe. Tandis que d'autres pays et institutions ne font qu'amorcer des transformations massives, la CE a déjà plusieurs réalisations à son actif. L'ouverture de la Communauté aux économies d'Europe centrale et de l'Est contribuera dans une large mesure à en faire des économies de marché, et elle sera le catalyseur de leur modernisation.

Une Communauté européenne axée sur l'ouverture des marchés représentera également une force puissante en faveur de la croissance économique mondiale et de la libéralisation du système international de commerce et de paiements.

La Communauté européenne demeurera un pivot des relations entre le Canada et la nouvelle Europe. Le gouvernement du Canada a l'intention de multiplier les liens institutionnels entre le Canada et la Communauté européenne et de renforcer la coopération avec cette dernière relativement à diverses questions d'intérêt bilatéral et au sein d'une série d'organismes multilatéraux. Le Canada reconnaît également le rôle important que les pays membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) jouent auprès des économies en transition et dans le cadre des efforts de l'AELE et de la CE visant la libéralisation de leur propre relation commerciale.

La CSCE des années 90 fournira les pierres appelées à constituer les fondations de la nouvelle maison européenne que nous construisons ensemble avec tant d'espoir et de soin.

Les accords d'Helsinki conclus en 1975 sont à juste titre considérés comme le point culminant de la détente dans les années 70.

Le Sommet de la CSCE qui aura lieu cette année marquera peut-être

aux yeux des historiens le début d'une entente radicalement nouvelle entre toutes les nations européennes et nord-américaines durant la présente décennie.

Le Canada cherchera à faire en sorte que cette nouvelle entente contribue à la prospérité, à la paix et à la stabilité non seulement en Europe mais à l'échelle internationale également.

Un important accord de contrôle des armements en Europe sera probablement conclu à l'occasion du sommet de la CSCE, mais les dirigeants voudront également aborder un grand nombre des questions que la présente conférence aura soulevées.

Les dirigeants devraient prendre les premières mesures concrètes en vue de revitaliser la CSCE, de la faire passer d'une institution vouée à la détente est-ouest à un organisme reflétant les objectifs et les valeurs de la nouvelle entente paneuropéenne et nord-américaine.

Les discussions des dirigeants concernant la coopération économique auront une importance particulière à mes yeux, et, j'en suis sûr, à ceux d'autres délégués. Nous voulons faire en sorte que la dimension économique soit permanente, qu'elle ait sa place au sein d'une CSCE institutionnalisée, au même titre que la sécurité et la dimension humaine. Le Canada appuie particulièrement l'idée de réunions, au sein de la CSCE, qui permettraient à cette dernière d'évaluer régulièrement les progrès accomplis et de stimuler les relations économiques entre les États participants.

Les activités de la CSCE ne devraient toutefois ni faire double emploi avec l'excellent travail accompli par les organismes à vocation économique ni nuire à ce travail; d'ailleurs, je ne crois pas qu'une telle situation se produira.

Le Canada, qui a joué un rôle très actif au sein de la CSCE par le passé, continuera à le faire à mesure que la CSCE se transformera de façon à refléter les réalités politiques et économiques découlant des liens encore plus étroits entre les pays d'Europe de l'Est, d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord.

Aucune solution facile ne peut permettre de relever ces deux défis étroitement liés posés par la transition économique et le changement institutionnel. Le protectionnisme demeurera très attrayant, et la libéralisation du commerce et de l'investissement ne se fera parfois pas sans heurts.

Pour que les pays de la CSCE réussissent à transformer les économies de l'Europe de façon à garantir la prospérité, la paix et la stabilité, nous devons envisager l'avenir de la même façon. Au cours des dernières semaines, vous avez commencé à forger cette vision commune de l'avenir.

Je vous félicite de vos efforts, et de l'impressionnant document de clôture que vous avez produit. La Communauté européenne, pour

le rôle qu'elle a joué dans la préparation de la première version du document, et les États-Unis, pour leur travail concernant les principes de Bonn, méritent des félicitations particulières. Les efforts de ces pays n'auraient pu être couronnés de succès sans l'ouverture montrée par nos confrères de l'Europe de l'Est et par tous les pays membres de la CSCE.

Comme il s'agit d'une part de la première conférence de la CSCE depuis les révolutions marquantes de 1989 et, d'autre part, de la première réunion importante de la CSCE consacrée entièrement à la coopération économique, le Canada considère la conférence économique de Bonn comme capitale. Pour certains, la conférence constitue peut-être un moment décisif de l'histoire du monde, le début d'une ère nouvelle de coopération économique multilatérale pour les pays de la CSCE et la communauté internationale dans son ensemble. On se rappellera du document de clôture de Bonn comme du document qui aura mis en marche des mesures devant déboucher sur la convertibilité de toutes les devises européennes, posé des principes clairs d'éthique économique, libéralisé les règlements sur l'investissement et amélioré la circulation de l'information commerciale essentielle. Par-dessus tout, le document de clôture a reconnu le besoin d'une collaboration entre d'une part les gouvernements, dont le rôle principal est de créer les conditions qui incitent les entreprises à prendre des initiatives et à courir des risques, et, d'autre part, les gens d'affaires, qui courent ces risques et prennent ces initiatives.

La collaboration entre les gouvernements et les gens d'affaires a été évidente tout au long de la conférence de Bonn en raison de la participation active de ces derniers à tous les groupes de travail. L'expérience et les conseils des gens d'affaires ont contribué à faire du document de clôture un document comportant une évaluation réaliste des importants défis auxquels nous faisons tous face. Je remercie les représentants du monde des affaires qui font partie de la délégation du Canada ainsi que les centaines d'autres qui ont contribué activement au succès de la réunion de Bonn.

Sans la participation essentielle du secteur privé, il manquerait une dimension très importante aux efforts du gouvernement. Le gouvernement du Canada continuera à travailler en étroite collaboration avec les gens d'affaires canadiens pour relever les défis.

Comme prochaine étape, nous devons commencer à concrétiser certaines des nouvelles possibilités commerciales qui ont été discutées. Il faudra à cette fin beaucoup de coopération, de capital et d'imagination. Pour que les installations de production puissent être modernisées, des modifications importantes devront être apportées aux institutions, aux lois et aux habitudes.

La conférence de Bonn a contribué à l'élaboration d'une conception commune sur la façon de relever les grands défis posés par la transformation économique de l'Europe, et je pense qu'elle sera perçue comme un important catalyseur de l'intégration économique

réussie de l'Europe.

Cette nouvelle Europe, cette Europe de la renaissance, aura fait davantage que tonifier les économies de l'URSS, de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est; elle sera une puissante force politique et économique contribuant à l'instauration d'un monde plus ouvert, plus prospère, plus pacifique et plus stable.

Le Canada, un partenaire de longue date de l'Europe et de la CSCE, partage pleinement cette conception avec les autres nations européennes et nord-américaines. Ensemble, nous pouvons parvenir à une entente radicalement nouvelle dans les années 90, et le Canada apportera effectivement sa contribution à ce chapitre.